

Une perception canadienne décalée ? Tensions entre les intérêts commerciaux et les valeurs du Canada vis-à-vis du Brésil au XXI^e siècle

A Canadian distorted view? Tensions between commercial interests and Canadian values vis-à-vis Brazil in the 21st century

Marc-André Anzueto¹

Submetido em 13 de dezembro de 2020 e aprovado em 28 de fevereiro de 2021.

Résumé : L'histoire de la relation bilatérale entre le Canada et le Brésil a été mutuellement ponctuée de négligence, d'incompréhension et d'irritants commerciaux et politiques récurrents jusqu'au début du XXI^e siècle. Considérant l'importance accordée au Brésil par les gouvernements Harper (2006-2015) et Trudeau (2015-2020), quelles sont les avancées et les reculs de la relation canado-brésilienne au XXI^e siècle? Depuis la consécration du concept de « diplomatie économique » en 2013, la stratégie du Canada vis-à-vis l'ensemble de l'Amérique latine s'est caractérisée par une incapacité à diversifier les échanges commerciaux au-delà des secteurs extractifs et des ressources naturelles. Qui plus est, la position canadienne envers le Brésil évoque une similarité avec les deux faces de Janus au sein de la politique étrangère du Canada, c'est-à-dire les tensions inhérentes à la promotion des droits humains et des objectifs commerciaux dans la région. À l'instar des relations que le gouvernement Trudeau entretient avec les autres membres du BRIC dans cette ère du délitement de l'ordre international libéral, il semble y avoir un décalage entre l'auto-perception du rôle du Canada et son impact réel au Brésil.

Mots-clés : Canada. Brésil. Droits humains. Diplomatie économique. Secteur extractif. Internationalisme libéral.

Abstract: The history of the bilateral relationship between Canada and Brazil has been one of mutual neglect, misunderstanding and recurring trade and political irritants until the turn of the 21st century. Considering the importance given to Brazil by both the Harper (2006-2015) and the Trudeau (2015-2020) governments, what are the advances and setbacks in the Canada-Brazil relationship in the 21st century? Since the concept of “economic diplomacy” was introduced by the Harper government in 2013, Canada's strategy *vis-à-vis* Latin America as a whole has been characterized by an inability to diversify trade beyond the extractive sectors and natural resources. Moreover, Canada's position towards Brazil evokes a similarity with the two sides of Janus in Canadian foreign policy, that is, the tensions inherent in the promotion of human rights and trade objectives in the region. Like the relations that the Trudeau government has with other BRIC members in this era of the disintegration of the liberal international order, there seems to be a disconnect between the self-perception of Canada's role and its real impact in Brazil.

Keywords: Canada. Brazil. Human Rights. Economic Diplomacy. Extractive Sector. Liberal Internationalism.

De l'époque de Pierre Elliott Trudeau (1968-1984) à celle de Justin Trudeau (2015-2020), les gouvernements canadiens ont cherché diverses manières de réduire la dépendance politico-économique du Canada envers les États-Unis. De la « Troisième option » (HEAD et TRUDEAU, 1995, p. 268-269) aux différentes moutures de la Stratégie de réengagement du Canada dans les Amériques du gouvernement Harper (2006-2015), le continent latino-américain a longtemps été perçu comme un bloc régional en émergence pouvant favoriser une diversification des échanges économiques. Qui plus est, les politiques canadiennes à l'égard de l'Amérique latine ont historiquement exprimé une tension entre les principes éthiques de la tradition internationaliste canadienne et les intérêts nationaux du Canada, exprimés en termes de prospérité et de sécurité (ANZUETO 2014; 2020). Parmi les États historiquement prioritaires du Canada dans la région, soulignons le Brésil, un pays continent avec lequel la relation bilatérale demeure paradoxale à plusieurs égards. En effet, une étude, réalisée il y a près de deux décennies, a qualifié les relations canado-brésiliennes d'être à la fois « importantes et perturbées » (DOSMAN et FRANKEL, 2002, p.1).

En dépit de relations diplomatiques formellement établies depuis 1941, l'histoire de la relation bilatérale entre le Canada et le Brésil a été mutuellement ponctuée de négligence, d'incompréhension et d'irritants commerciaux et politiques récurrents jusqu'au début des années 2000 (HASLAM et BARRETO, 2009, p.2). Contrairement à d'autres partenaires latino-américains tels que le Mexique, le Chili ou la Colombie, le Brésil n'est pas qu'une « puissance régionale », mais bien une « puissance émergente » avec des ambitions globales (BARROS LEAL FARIAS 2015; BURGES 2013; DAUDELIN 2003). À ce jour, le Brésil demeure la première économie en Amérique latine et se hisse désormais au 8^e rang des économies mondiales, sa population dépassant les 211 millions d'habitants, le classant ainsi 6^e pays le plus peuplé en plus d'être le 5^e pays le plus grand en terme de superficie (FRANCE DIPLOMATIE, 2020). Au regard de ces données, plusieurs analystes ont souligné que la relation canado-brésilienne n'a jamais atteint son plein potentiel, notamment en matière d'échanges commerciaux et de coopération, en dépit des différentes stratégies mises de l'avant par le gouvernement canadien depuis les deux dernières décennies (HEWITT et GOMES 2017; MACDONALD 2016). Aussi, considérant les relations en dents de scie

entre le Canada et l'Amérique latine et l'importance du secteur extractif dans la diplomatie économique canadienne (MCKENNA, 2018), quelles sont les avancées et les reculs de la relation canado-brésilienne au XXIe siècle?

Cet article a comme principal objectif de dresser un état des lieux de cette relation bilatérale au XXIe siècle, en particulier durant l'ère Harper (2006-2015) et le premier mandat du gouvernement libéral de Justin Trudeau (2015-2019). Après avoir survolé l'histoire de la relation canado-brésilienne, ce texte cherche à identifier les similitudes et les différences des objectifs diplomatiques canadiens envers le Brésil par rapport à d'autres pays latino-américains. À l'instar des relations que le gouvernement Trudeau entretient avec les autres membres du BRIC dans cette ère du délitement de l'ordre international libéral (COULON 2018), il semble y avoir un décalage entre l'auto-perception du rôle du Canada et son impact réel au Brésil.

Toutes choses n'étant pas égales par ailleurs, notamment avec le Brésil

La visite officielle du Premier ministre Pierre Trudeau au Brésil en 1981 et celle du président Figueiredo au Canada en 1982 ont jeté les bases d'une politique étrangère axée sur le bilatéralisme entre les deux pays (DOSMAN et FRANKEL, 2002, p.4). En dépit de la transition démocratique et de l'ouverture économique dans la région dans les années 1980, le rapprochement commercial et diplomatique n'a pas généré les résultats espérés. Outre les effets de la crise de la dette des années 1980 dans la relation canado-brésilienne, les guerres civiles en Amérique centrale occupaient « le peu d'attention que les dirigeants portaient à la région » (DOSMAN et FRANKEL, 2002, p.4). Certes, les Amériques se sont progressivement hissées dans la mire du gouvernement Mulroney (1984-1993) et certains objectifs généraux de la politique étrangère canadienne se sont pérennisés à l'ensemble des pays. À cet égard, nous pouvons souligner la continuité dans la promotion de la gouvernance démocratique, de la prospérité et de la sécurité (MCKENNA, 2018). Toutefois, si ces éléments se sont également retrouvés dans les priorités canadiennes au Brésil, l'agenda normatif et économique du Canada face à ce géant semble avoir manqué de focus et d'humilité.

Ainsi, la posture normative du Canada vis-à-vis l'Amérique latine et l'Afrique entre 1968 et 1990 s'est caractérisée par la notion de *humane internationalism*² dans le champ de l'aide au développement et de la promotion des droits humains. Cette notion met de l'avant l'acceptation d'une responsabilité morale de l'État « dépassant les frontières nationales et allant au-delà de l'intérêt national afin de vaincre les inégalités socioéconomiques entre les pays du Nord et ceux du Sud » (PRATT 1990, 8). Cependant, dès les années 1990, ce prisme interprétatif de la politique canadienne vis-à-vis les pays du Sud était déjà en dissonance avec l'émergence du Brésil. En effet, les gouvernements canadiens ont considéré le Brésil jusqu'à la fin des années 1990, « comme l'un des 13 pays d'Amérique du Sud » (HEWITT, 2012, p.324). En outre, l'intérêt renouvelé du gouvernement du Canada (GC) envers le Brésil s'exprimait principalement à travers l'évolution du MERCOSUR³ au cours des années 1990 (GC, 2018). Bien que des pourparlers entre les deux pays aient débuté suite au 1^{er} Sommet des Amériques en 1994, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a néanmoins ciblé l'année 2005 pour la réalisation d'un accord de libre-échange entre le Canada et le MERCOSUR. Axworthy a notamment affirmé à ce sujet en 1997 « *Mercosur is an interesting aspect to regional integration. It is a very powerful regional economic arrangement [...] We'll see how it advances* » (BARROS LEAL FARIAS, 2020, p. 51). Or, ce n'est que deux décennies plus tard qu'une déclaration commune a été annoncée sur un possible accord de libre-échange global entre les États membres du MERCOSUR et le Canada (GC, 2017).

Malgré des efforts de rapprochements dans les années 1980, le conflit entre Bombardier et Embraer depuis le milieu des années 1990 ainsi que l'interdiction d'importer du bœuf brésilien en raison des craintes concernant la maladie de la vache folle ont largement perturbé les relations diplomatiques entre les deux pays au début du XXI^e siècle (HEWITT, 2012). En dépit du fait que le gouvernement de Jean Chrétien avait identifié en 2002 le Brésil comme un marché et un partenaire prioritaire en Amérique du Sud, le rapport de la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL) souligne à ce sujet que :

l'image du Canada et de sa politique étrangère au Brésil est négative et floue. Comme le Canada partage de nombreux intérêts commerciaux avec les États-Unis dans le cadre de l'ALENA et de l'intégration des deux économies, les Brésiliens ont tendance

à croire qu'il n'est pas réellement un pays ou un marché distinct des États-Unis, et qu'il sert davantage de cheval de Troie aux intérêts commerciaux et politiques de Washington (DOSMAN et FRANKEL, 2002, p. 9).

En effet, le besoin de diversification de marchés pour les exportations et importations du Canada était déjà palpable à l'époque de ce rapport de FOCAL. À cet égard, nous pouvons souligner l'interdépendance asymétrique du Canada à l'égard des États-Unis dans la sphère commerciale alors que 87% des exportations canadiennes étaient destinées au marché américain (STATISTIQUES CANADA 2020)⁴. Parallèlement à cette perception du Canada, plusieurs chercheurs canadiens avaient déjà noté l'augmentation du poids politique et économique du Brésil dans le monde et de son opposition à certaines priorités canadiennes. Par exemple, Thérien, Mace et Roberge (2004 :18) soulignaient, à partir de données de 2003, que « sur le plan économique, le PIB de pays en développement comme le Brésil, la Chine et le Mexique a désormais rejoint – ou presque – celui du Canada ». Qui plus est, ces auteurs rappelaient que lors du Sommet extraordinaire des Amériques à Monterrey en 2004, il y avait « une profonde divergence de vue entre Washington d'une part, et les gouvernements de l'Argentine, du Brésil et du Venezuela d'autre part » (THÉRIEN, MACE et ROBERGE, 2004, p. 30). Subséquemment, une importante priorité du Canada et des États-Unis dans la région à cette époque, soit le projet de zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), a été mis en échec par le Brésil en 2005 (DAUDELIN, 2010, p. 29). En effet, le Brésil a alors proposé une approche plutôt révisionniste des institutions multilatérales, divergente du *statu quo* mis de l'avant par les États-Unis et le Canada (HASLAM et BARRETO, 2009, p. 11). De plus, le Brésil a rejeté le rôle de « puissance moyenne » joué par l'Australie et le Canada sur la scène internationale, car cela lui aurait valu d'accepter un rôle de subalterne ne correspondant pas à ses ambitions, visant davantage à devenir une grande puissance capable d'influencer la gouvernance dans un monde multipolaire (BURGES, 2013, p. 298). Comme le mentionnaient deux spécialistes de cette relation il y a déjà plus d'une décennie :

[...] one must ask how long Canada can reasonably expect to hold on to a seat at the G8 as it loses ground to emerging economies. Certainly, DFAIT needs to recognize, if it does not already, that Canada's normative agenda of promoting procedural democracy,

supporting the effectiveness of regional multilateralism, and its defensive strategy vis-à-vis hemispheric trade are unlikely to elicit the interest or enthusiasm of Itamaraty (HASLAM et BARRETO, 2009, p. 51).

En somme, ce n'est qu'à partir de 2007, par l'entremise de la Stratégie des Amériques et de la Stratégie commerciale mondiale, que le Canada cherche à courtiser de nouveau le Brésil.

Le Brésil dans la liste des priorités durant l'ère Harper (2006-2015)

La Stratégie pour les Amériques (2007) du gouvernement Harper s'articulait avec la Stratégie commerciale mondiale (SCM) qui avait identifié 13 marchés prioritaires, dont le Brésil, le Mexique et la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Comme l'indique l'évaluation de la stratégie pour les Amériques, « la consolidation des liens en matière de commerce et d'investissement avec des pays comme le Brésil et le Mexique devient de plus en plus importante pour le Canada sur le plan de l'investissement » (GC, 2011). Ainsi, une évaluation de 2012 de la SCM révélait que le Brésil avait dépassé des investisseurs plus traditionnels au Canada comme l'Allemagne et l'Australie. De fait, « le Brésil est passé au huitième rang des plus grands investisseurs au Canada en 2010, soit une hausse par rapport au 19^e rang qu'il occupait en 1990, 18^e en 2000 et 10^e en 2005 » (GC, 2012).

Selon le rapport de 2012 intitulé *Intensifier les partenariats stratégiques avec le nouveau Brésil*, le commerce bilatéral entre le Canada et le Brésil avait augmenté de 150% depuis 2002 pour se chiffrer à 6,7 G\$ en 2011 (COMITÉ SÉNATORIAL, 2012, p. 1). En effet, la période 2000-2010 a été caractérisée par une croissance constante du PIB des pays du BRIC en dépit de la crise économique mondiale de 2009-2010. En outre, le Brésil a accru son PIB de 79,9 % entre 2000 et 2010 alors que le Canada a seulement enregistré une croissance de 18,1% au cours de la même période (GC, 2012). En raison de la robustesse de l'économie brésilienne, les exportations canadiennes ont substantiellement augmenté en 2008, atteignant les 2,6 G\$ et réduisant momentanément le déficit commercial qui avait, jusqu'alors, favorisé le Brésil (HEWITT, 2012, p.318). C'est dans ce contexte que s'inscrivent les multiples visites de haut niveau du gouvernement Harper au Brésil.

Dans le cadre d'une tournée latino-américaine en août 2011 incluant la Colombie, le Costa Rica et le Honduras, la visite du Premier ministre Harper représentait une première depuis 2004 et un « signe non équivoque que le Canada considère le Brésil comme une puissance mondiale et un partenaire économique important » (COMITÉ SÉNATORIAL, 2012, p. 20)⁵. En effet, Harper a même reconnu que le Canada avait ignoré pendant trop longtemps le Brésil (HEWITT, 2012, p. 328). Ainsi, la première recommandation du rapport *Intensifier les partenariats stratégiques avec le nouveau Brésil* visait à ce que « le gouvernement du Canada mette en œuvre le protocole d'entente et les accords convenus avec le Brésil et qu'il envisage d'autres initiatives stratégiques qui permettront de renforcer davantage les rapports mutuels » (COMITÉ SÉNATORIAL, 2012, p. 5). Sur papier, la liste non-exhaustive d'ententes cadres signées entre le Canada et le Brésil est très prometteuse, notamment dans les secteurs suivants : politique, défense et développement, commerce et économie, agriculture, mines et énergie, sciences et technologie ainsi qu'espace et éducation (COMITÉ SÉNATORIAL 2012, pp. 69-71).

Parmi ces accords, notons le Protocole d'entente de 2009 sur le développement durable des minéraux et des métaux et le désir d'accroître la collaboration dans le secteur de l'énergie. De fait, le rapport du Comité sénatorial mentionnait que « l'existence entre le Canada et le Brésil, d'un partenariat stratégique axé sur l'investissement et le commerce des services dans le secteur de l'énergie et dans l'industrie extractive est essentielle pour maintenir la dynamique engendrée par les récents accords entre les deux pays » (COMITÉ SÉNATORIAL, 2012, p. 43). C'est dans cet esprit qu'a été annoncée la Déclaration conjointe Brésil-Canada du 11 août 2011 dans laquelle la présidente Dilma Rousseff et le Premier ministre Harper ont « décidé d'établir un Dialogue en matière d'énergie et d'intensifier leur dialogue bilatéral et leur collaboration pour ce qui est des questions liées à l'énergie » (ITAMARATY, 2011). Or, si les deux dirigeants ont « réitéré l'intention du Canada et du Brésil de resserrer leur partenariat bilatéral sur la base d'objectifs communs » (ITAMARATY, 2011), cette visite n'avait pas la même importance du point de vue brésilien :

Clearly, the Canadian government made a significant effort to show the government of Brazil that it was serious about attaining a closer relationship. Accompanying the Prime minister were cabinet ministers John Baird, Rona Ambrose, Diane Ablonczy and Ed Fast.

Canadian media covered the visit extensively. The same could not be said of the Brazilian media, however; no major coverage was given to Harper's visit. Most Brazilians had no idea such an event was taking place, quite a different situation from when other world leaders had visited Brazil (BARBOSA, 2016, p.135).

Au-delà des anecdotes liées à un incident diplomatique lors de cette visite de Harper en 2011 (BARBOSA, 2016, p. 136; GERVAIS, 2011)⁶, il est nécessaire de mettre en perspective la relation commerciale avec le Brésil et celles de certains pays latino-américains visés par ce tournant minier en diplomatie canadienne. À cet égard, Harper a clairement indiqué lors du Sommet des Amériques à Carthagène en 2012 que « les investissements canadiens dans le secteur minier augmenteront partout dans les Amériques [...] ce qui est, par conséquent, une priorité pour notre gouvernement » (ANZUETO, 2014, p. 56). En effet, la stratégie canadienne après 2012 à l'égard du Brésil s'est inscrite dans la « diplomatie économique » qui mettait l'accent sur les ressources naturelles et les secteurs extractifs dans l'approche du Canada dans les affaires mondiales (MCKERCHER et SARSON, 2016, p. 358). La prochaine partie entend donc comparer les échanges commerciaux du Canada avec les marchés cibles issus du Plan d'action sur les marchés mondiaux (PAMM) de 2013, c'est-à-dire le Brésil, le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique.

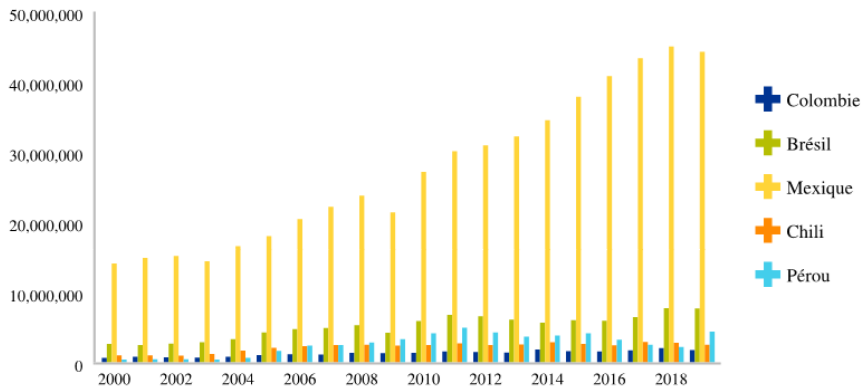
Comparaison de la diplomatie économique du Canada en Amérique latine

Le PAAM de 2013 s'inscrivait dans la suite de la SCM de 2007 et marquait une intensification du volet commercial de la Stratégie pour les Amériques du gouvernement Harper (MACDONALD 2016). Comme le soulignait l'ancien Ministre du Commerce international, Ed Fast, ce plan d'action incorporait : « [...] le concept de « diplomatie économique » comme force motrice des activités de promotion des échanges commerciaux du gouvernement du Canada au sein de son réseau diplomatique international » (PAAM 2013 : 4). Or, la notion de diplomatie économique a plutôt démontré une conceptualisation très limitée de la politique étrangère du Canada qui priorisait avant tout les objectifs économiques et commerciaux (MCKERCHER et SARSON 2016). Sa mise en œuvre en Amérique latine permet d'illustrer cette incapacité à diversifier les échanges au-delà des secteurs extractifs et des ressources

naturelles. Ainsi, il est intéressant de comparer l'évolution du commerce au Brésil avec d'autres pays latino-américains visés par le PAAM, en particulier ceux avec lesquels le Canada a signé des accords de libre-échange, c'est-à-dire le Chili (1997), la Colombie (2011) et le Pérou (2007). En effet, l'augmentation globale des échanges commerciaux du Canada avec ces pays est directement liée à la priorisation du secteur minier en Amérique latine. La figure suivante permet de visualiser l'évolution du commerce canadien avec les pays du PAAM.

Figure 1 : Commerce total avec Colombie, Brésil, Mexique, Chili et Pérou (2000-2019)

Commerce total - Colombie, Brésil, Mexique, Chili, Pérou 2000-2019



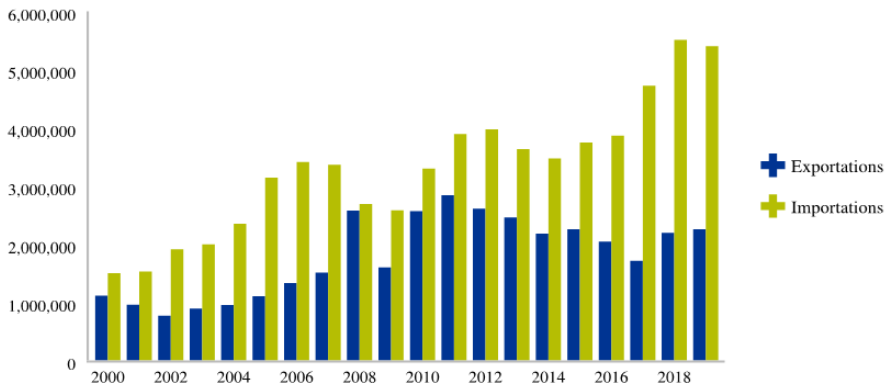
A priori, cette figure⁷ illustre une augmentation constante des échanges entre le Canada et l'ensemble de ces pays latino-américains depuis le début du XXI^e siècle. Néanmoins, quelques éléments de contexte doivent être mentionnés avant de poursuivre la comparaison et de se pencher sur le Brésil.

Évidemment, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994, les échanges bilatéraux avec le Mexique sont les plus importants en Amérique latine et atteignent 44,3 G\$ de dollars en 2019. À titre comparatif, le commerce total avec le Brésil (2^e partenaire en Amérique latine) se chiffre à 7,7G\$ en 2019 (STATISTIQUES CANADA 2020). Ainsi, le commerce total entre le Canada et le Brésil en 2019 représente 0,4% des exportations canadiennes dans le monde et 0,9% de ses importations dans le monde

(STATISTIQUES CANADA 2020). La figure suivante permet de visualiser l'évolution du commerce entre le Canada et le Brésil au cours de la période 2000-2019⁸.

Figure 2 : Commerce canado-brésilien

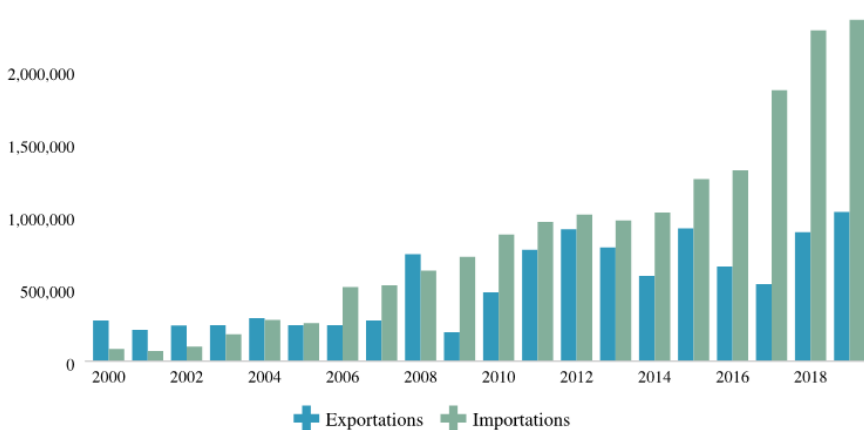
Commerce total - Brésil 2000-2019



Toutefois, les figures suivantes témoignent de l'importance du secteur minier du côté des importations en provenance du Brésil.

Figure 3 : Minerais et minéraux non métalliques dans le commerce canado-brésilien

Brésil - Minerais et minéraux non métalliques 2000-2019



Ainsi, les importations dans le secteur des minerais et minéraux non métalliques (QUÉBEC 2020)⁹ ont augmenté de 80 millions de dollars en 2000 à 2,3 G\$ en 2019. Cette augmentation est également palpable dans les importations des produits en métal et produits non métalliques (QUÉBEC 2020)¹⁰. À cet égard, il est intéressant de noter l'importance du Québec dans ces importations à l'échelle canadienne¹¹. En effet, selon une note abrégée sur le commerce Québec-Brésil du Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation du Québec:

En 2017, la valeur des biens dédouanés au Québec en provenance du Brésil était de 2,6 G\$, ce qui représente 54,3 % de la valeur totale des importations canadiennes en provenance de ce pays et correspond à une hausse de 24,9 % par rapport à l'année 2016. Cette hausse était principalement attribuable à l'augmentation des importations d'oxyde et d'hydroxyde d'aluminium (+616,6 M\$) (QUÉBEC, 2018).

Selon le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIFQ 2020), l'oxyde d'aluminium représentait 44,7% du total des importations du Brésil en 2015. Ainsi, Tout comme la balance commerciale bilatérale du Canada avec le Brésil, celle du Québec est déficitaire et dominée par le secteur extractif. Or, comment ces chiffres se comparent-ils avec d'autres pays latino-américains?

Certes, en reprenant les données de la Figure 1, la valeur des échanges commerciaux entre le Canada et le Brésil en 2019 (7,7G\$) est légèrement supérieure au total des échanges avec deux plus petits pays miniers, le Pérou (4,4G\$), le Chili (2,5G\$). Cependant, pour la taille de son économie, la valeur du commerce canadien avec le Brésil a été légèrement supérieure à celle du Pérou pendant quelques années. Ainsi, peu après la conclusion de l'Accord de libre-échange avec le Pérou, les échanges totaux entre le Canada étaient respectivement de 3,3G\$ en 2009, 4,1 G\$ en 2010 et 4,9 G\$ en 2011 alors que les échanges avec le Brésil étaient de 4,2 G\$ en 2009, 5,9 G\$ en 2010 et 6,7 G\$ en 2011 (STATISTIQUES CANADA 2020). Les figures suivantes permettent de voir une tendance généralisée à la hausse des importations, en particulier avec un pays minier comme le Pérou depuis l'Accord de libre-échange de 2007.

Figure 4 : Importations des produits en métal et produits minéraux non métalliques

Produits en métal et produits minéraux non métalliques (importations seulement)

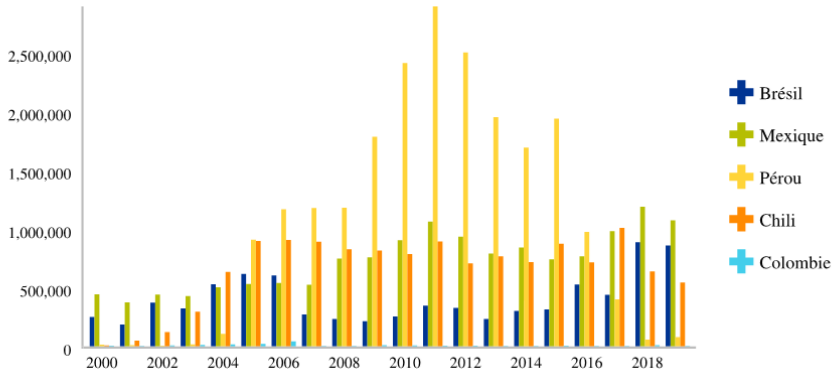
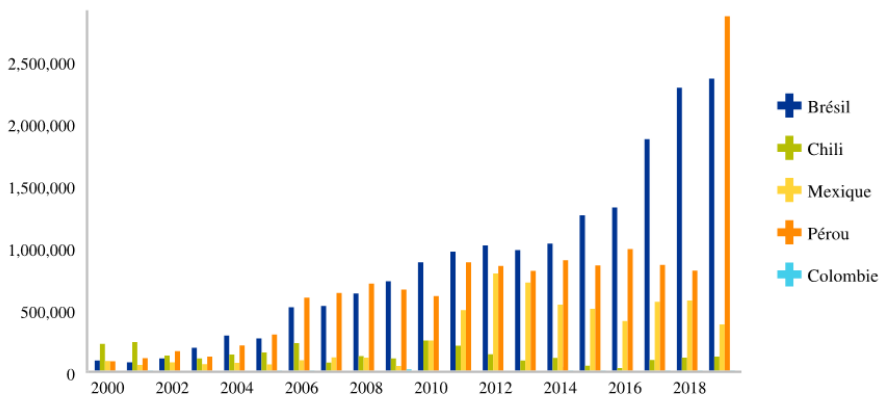


Figure 5 : Importations des minerais et minéraux non métalliques

Minerais et minéraux non métalliques (importations seulement)



Comme le démontrent les figures précédentes, les résultats globaux du commerce canadien dans la région se caractérisent par une piètre performance des exportations canadiennes et une hausse des importations favorisant surtout les intérêts du secteur extractif canadien.

En dépit des ambitions affichées de la Stratégie des Amériques et du PAMM, la diplomatie économique du Canada a également emprunté des voies hasardeuses avec le Brésil en 2013 (MACDONALD 2016). En effet, suite à une affaire de surveillance des communications de la présidente Rousseff par les États-Unis révélée par la presse brésilienne (BOURCIER, 2013)¹², le Brésil a demandé des explications au gouvernement canadien au sujet de l'espionnage qui ciblait le ministère brésilien des Mines et de l'Énergie. Rappelant les « intérêts importants » du Canada dans le domaine minier au Brésil, le ministre brésilien des Mines et de l'Énergie, Edilson Lobao, a affirmé qu'« il y a de nombreuses firmes canadiennes qui veulent faire des affaires dans notre pays. Mais je ne peux pas dire si l'intérêt d'espionner chez nous vient de là, pour favoriser les intérêts de certaines firmes en affaires » (RADIO-CANADA, 2013).

En somme, considérant les différences idéologiques entre le gouvernement de Dilma Rousseff (2011-2016) et de Stephen Harper (2006-2015), de même que leurs aspirations géopolitiques et le fait que leurs économies soient plus compétitives que complémentaires dans le secteur minier, il n'est pas surprenant de constater, à cette époque, le maintien de relations tièdes entre les deux pays. Comme le résumait Laura Macdonald (2016 :37) au sujet de la Stratégie des Amériques (2007) et du PAMM (2013) :

[...] the failure to pursue Canadian corporate interest in a coherent fashion indicates the ways in which institutional, ideological and other factors intervene in the articulation of policies. Both initiatives can be read as expressions of the Canadian government's insecurities in the face of the rise of countries previously categorized as peripheral or underdeveloped.

Avec la fin de l'ère Harper (2006-2015) et l'élection du gouvernement libéral en 2015, le Premier ministre Justin Trudeau a laissé entrevoir le retour des « voies ensoleillées » dans la relation Canada-Brésil. Bien que les discours de Justin Trudeau évoquent certaines valeurs progressistes en lien avec les droits humains et le développement, le Canada a néanmoins continué à promouvoir et protéger ses intérêts axés sur le commerce et les investissements, notamment dans le secteur extractif au Brésil. En effet, selon Ressources naturelles Canada (RNCAN), l'Amérique latine et les Caraïbes représentaient 55% des actifs miniers canadiens à l'étranger avec une valeur de 93,1 G\$ en 2017. En 2017, le Brésil faisait partie des 10

principaux pays où l'on trouvait des actifs miniers canadiens à l'étranger (RNCAN, 2019)¹³. Par conséquent, la stratégie commerciale du gouvernement Trudeau s'est appuyée sur le PAAM de 2013 (KINGSTON 2018) et la différence entre les deux gouvernements en est plutôt de forme que de fond.

Rapprochements à l'ère du délitement de l'ordre international libéral (2015-2020)

Peu après son assermentation le 4 novembre 2015, le Premier ministre Trudeau a rencontré la présidente Rousseff lors d'une rencontre bilatérale en marge du Sommet du G20 en Turquie. Lors de son discours au Sommet du G20 le 16 novembre 2015, le Premier ministre Trudeau a souligné avoir « eu l'occasion de parler d'investissement et de croissance inclusive, deux thèmes importants pour les Canadiens et pour le Canada » (TRUDEAU, 2015). À noter que ces thématiques se retrouvent également dans les priorités du gouvernement libéral en Amérique latine alors que le Canada cherche à :

- favoriser une croissance économique inclusive et un développement durable;
- contribuer à l'éradication de la pauvreté;
- promouvoir et défendre les droits de la personne;
- renforcer la démocratie;
- encourager l'adoption de mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci;
- améliorer la sécurité dans la région
- multiplier les possibilités offertes aux groupes marginalisés (en particulier les femmes et les filles) et aux peuples autochtones (GC, 2020).

Cependant, un rapprochement entre Trudeau et Rousseff n'a pas pu se matérialiser au-delà de leur rencontre au Sommet du G20. En effet, une profonde crise institutionnelle, économique, sociale et culturelle au Brésil depuis 2013 a rapidement accéléré la chute Rousseff en août 2016 (CHIRIO, DOUXAMI, FLECHET et ROZEAUX 2018). En dépit du processus de destitution de Dilma Rousseff, mettant fin à 13 ans de gouvernement du Parti des travailleurs, fondé par l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva, un porte-parole d'Affaires Mondiales Canada (AMC) affirmait en septembre 2016 que « *we will continue to work in close partnership with the Brazilian government to advance our common interests and responsibilities* » (ENGLER, 2019). Malgré le recul de l'ordre international libéral, substantiellement effrité suite au *Brexit* et à l'élection du président

Trump en 2016, les changements de gouvernements au Brésil et au Canada semblent avoir facilité la reprise des négociations avec le MERCOSUR (BARROS LEAL GARIAS, 2020, p.52).

En effet, d'importants rapprochements politiques et économiques entre le Canada et le Brésil ont eu lieu au cours de l'année 2017, notamment par le biais, d'une part, de la création du Groupe de Lima en août 2017 en réponse à la situation politique et économique au Venezuela. À cet égard, la ministre Freeland a déclaré avant la troisième réunion ministérielle du Groupe de Lima à Toronto en octobre 2017 que le Canada allait jouer un rôle de premier plan au Venezuela avec « l'appui de nos partenaires qui partagent les mêmes valeurs » afin « d'accroître la pression sur le régime de Maduro » (AMC, 2017)¹⁴. Ainsi, lors de la troisième réunion du Dialogue sur le partenariat stratégique Canada-Brésil en octobre 2018, plusieurs questions bilatérales, régionales et mondiales ont été abordées telles que « le commerce fondé sur des règles, l'environnement et les changements climatiques, les droits de la personne, la mobilité, et la crise migratoire régionale sévissant au Venezuela [...] » (AMC, 2018)¹⁵. D'autre part, sur le plan économique, les pourparlers entre le Canada et les pays membres du Mercosur, excluant le Venezuela, ont progressé à un rythme relativement rapide (BARROS LEAL GARIAS, 2020, p.51). Il y a notamment eu la Déclaration commune du 9 octobre 2017 sur un possible accord de libre-échange global entre les États membres du Mercosur et le Canada. À cet égard, le ministre des Relations extérieures du Brésil, Aloysio Nunes, et le ministre du Commerce international du Canada, François-Philippe Champagne, ont exprimé en marge d'une conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) « leur satisfaction quant à la perspective d'approfondir les relations bilatérales entre le Mercosur et le Canada grâce au potentiel accord de libre-échange que laissent entrevoir les résultats préliminaires positifs du dialogue exploratoire en cours » (GC, 2017). Qui plus est, les ministres ont exprimé « l'espoir que le Canada et le Mercosur puissent démontrer conjointement l'importance du commerce et de l'investissement dans l'édification d'une prospérité mutuelle inclusive et progressiste ». Dès 2018, le Canada et les États membres du MERCOSUR ont lancé les négociations commerciales pour parvenir

à une entente. De ce fait, le Canada a accueilli la première ronde de négociations officielles à Ottawa en mars 2018 où le ministre Champagne a déclaré :

Le gouvernement du Canada est déterminé à faire en sorte qu'un accord commercial entre le Canada et le Mercosur comprenne des dispositions visant à ce que les retombées du commerce soient partagées entre tous, notamment les femmes, les jeunes, les peuples autochtones, les petites et moyennes entreprises ainsi que la classe moyenne (GC, 2018).

Or, les « valeurs progressistes » du gouvernement Trudeau, notamment en matière d'environnement, de relations avec les peuples autochtones, de défense des droits des LGBTQ2 ainsi que les objectifs de la *Politique d'aide internationale féministe du Canada* (2017) sont mises à rude épreuve depuis l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil en octobre 2018.

Alors que les dirigeants des grandes puissances telles que les États-Unis, la Russie et Israël se sont pressés de féliciter le nouveau président du Brésil, le Premier ministre Trudeau a initialement déclaré n'avoir « rien à dire sur le président » (MARQUIS, 2018). Pour sa part, la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a félicité « les Brésiliennes et les Brésiliens » sans mentionner le nom de Jair Bolsonaro (GC, 2018). Toutefois, ceci n'a pas freiné la stratégie canadienne de diversification du commerce, dont le Brésil représente toujours un potentiel inexploité. Par conséquent, la prudence semble être de mise à l'égard d'un gouvernement brésilien épousant des valeurs opposées à la trame narrative morale du gouvernement Trudeau, mais dont le potentiel économique demeure fort et le poids sur la scène mondiale n'est pas à sous-estimer, comme cela a été fait par le passé. Ainsi, alors que les feux de forêt de 2019 enflammaient l'Amazonie, le gouvernement Trudeau a rejeté les nombreux appels à mettre une halte aux négociations commerciales avec le MERCOSUR en raison des impacts environnementaux de la gestion de la crise du président brésilien (MCGREGOR, 2019).

Ce faisant, la position canadienne envers le Brésil évoque une similarité avec les deux faces de Janus au sein de la politique étrangère du Canada, c'est-à-dire les tensions inhérentes à la promotion des droits humains et des objectifs commerciaux dans la région (ANZUETO 2014, 2017). En effet, de l'époque de Pierre Elliott Trudeau

à celle de Stephen Harper, cette tension entre les principes éthiques de cette tradition internationaliste et les intérêts nationaux du Canada, exprimés en termes de prospérité et de sécurité, est bien documentée dans les politiques canadiennes à l'égard de l'ensemble des pays de l'Amérique latine (ANZUETO 2020). Aussi, considérant l'influence des intérêts miniers canadiens au Brésil, nous croyons que le gouvernement Trudeau favorise un processus décisionnel « au cas par cas » qui adapte le discours internationaliste libéral à la nature changeante des intérêts canadiens dans la région (ANZUETO 2014 : 51). En outre, le gouvernement Trudeau a suivi la ligne dure du gouvernement Harper à l'égard du Venezuela. En février 2020, le Canada recevait à Ottawa les représentants du Groupe de Lima afin de relancer les efforts pour faire chuter le régime du président Maduro (PARENT, 2020). Il est à noter que l'administration Trump considère le Brésil de Bolsonaro comme un « atout de valeur » pour assurer l'alternance à Caracas en raison de sa rhétorique anti-communiste (CHATIN, 2019).

À cet égard, tout comme Trump, Bolsonaro défie le multilatéralisme et rejette les politiques environnementales au grand dam du gouvernement Trudeau. Pour paraphraser John J. Mearsheimer, le Canada doit faire preuve de prudence dans cette tragédie des grandes puissances. C'est pourquoi le moralisme libéral de Justin Trudeau fléchit sous le poids des intérêts économiques et géopolitiques du Canada en Amérique du Sud. Ainsi, en s'affichant avec des États « alliés » oscillant entre la droite et l'extrême droite sur l'échiquier politique tels que le Brésil, le Honduras et le Guatemala, le Canada envoie un autre signal contradictoire envers son attachement aux droits humains et à la démocratie dans la région. Si certains observateurs ont remarqué que la position ferme du Canada vis-à-vis le Venezuela s'inscrivait dans un calcul visant à obtenir un siège non-permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU (IAFFAIRS, 2019, p. 50-52), le résultat du 17 juin 2020 a démontré l'échec de cette stratégie. Alors que le Canada devait se mesurer à la Norvège et l'Irlande, le Brésil postule pour le seul siège pour le Groupe Amérique latine et les Caraïbes au Conseil de sécurité pour 2022-2023. Le Ministère des Affaires étrangères du Brésil a notamment déclaré au sujet du résultat du 17 juin 2020 :

The Brazilian Government congratulates India, Ireland, Mexico, Norway and Kenya on their election to the United Nations Security

Council for the 2021-2022 term, and expresses its willingness to work together with the new members of the Security Council to achieve the objectives of the United Nations Charter (ITAMARATY 2020).

Contrairement à la diplomatie de *selfie* du gouvernement Trudeau qui a déjà montré ses limites depuis 2015 (COULON 2018), le Brésil semble avoir les moyens de ses ambitions pour asseoir ses prétentions sur la scène internationale. En effet, comme le mentionne *The Economist* au sujet de la récente perte du siège au Conseil de sécurité par le Canada « *[t]he country is less popular than it thinks it is* ». Au-delà d'un concours de popularité, c'est surtout l'effacement du poids politique et économique du Canada face à des démocraties « illibérales » et des puissances comme le Brésil qui semble être non avoué.

Conclusions : résultats mitigés, contradictions et nouvelles opportunités?

La relation canado-brésilienne n'a jamais atteint son plein potentiel et ceci est particulièrement visible dans les échanges commerciaux (HEWITT et GOMES, 2017, p.12). Certes, le gouvernement Harper (2006-2015) a clairement identifié le Brésil comme un marché prioritaire pour le Canada, mais cette perception n'est pas réciproque (BARROS LEAL FARIAS, 2020, p. 51). Depuis la Déclaration conjointe Brésil-Canada en 2011, le Canada s'est concentré sur les ressources naturelles, notamment au travers de la stratégie de « diplomatie économique ». Malgré le lancement des négociations pour mettre en œuvre un accord de libre-échange entre le Canada et les États membres du MERCOSUR, la stratégie commerciale du gouvernement Trudeau envers le Brésil semble s'inscrire dans la continuité de son prédécesseur. Alors que le gouvernement Trudeau affirme au sujet des relations avec le Brésil que « [...] les échanges commerciaux entre les deux pays et les investissements étrangers sont considérables » (GC, 2020), cet article a relativisé ces affirmations en comparant la diplomatie économique du Canada menée au Brésil avec celle menée dans d'autres pays d'Amérique latine. Qui plus est, c'est également au niveau des thématiques chères aux idées progressistes du gouvernement Trudeau qu'il semble y avoir un rendez-vous manqué avec le Brésil. À cet égard, les discours canadiens relatifs au Brésil rappellent ceux concernant le Mexique, lesquels varient entre la grandiloquence, la déception et l'incompréhension (DURAZO HERMANN, 2018).

Si le Brésil a longtemps été une économie protectionniste, l'arrivée de Bolsonaro au pouvoir ouvre la porte au commerce avec un gouvernement en faveur du libre-marché, mais qui piétine sur plusieurs valeurs chères au Canada. Certes, le gouvernement Trudeau devra résoudre ce dilemme cornélien parmi ses priorités au Brésil, particulièrement dans le secteur extractif où les violations des droits humains portent atteinte notamment à la protection des peuples autochtones et l'environnement. Or, l'actuelle pandémie de la COVID-19 met également de l'avant le défi de la désinformation dans la coopération avec certains États, dont le Brésil, car celle-ci « met la vie des gens en danger et constitue un obstacle aux réponses efficaces en matière de santé publique » (AMC, 2020). En outre, le président Bolsonaro, qui, comme le président Trump, a minimisé les effets de la pandémie, a contracté la COVID-19 alors que les États-Unis et le Brésil sont respectivement le premier et le deuxième pays les plus touchés (GENOT et LE ROUX, 2020). Avec le délitement de l'ordre international libéral, le gouvernement Trudeau a la tâche difficile de gérer à la fois le président Trump et le « Trump des tropiques », deux dirigeants foncièrement opposés aux valeurs progressistes dont le Canada est supposément le porte-étendard. À l'heure d'écrire ces lignes, l'élection de Joe Biden à la présidentielle américaine a été confirmée, ce qui laisse présager le retour du multilatéralisme et de la coopération internationale. Cette nouvelle administration américaine risque d'isoler Bolsonaro sur plusieurs thématiques, dont les politiques environnementales. Est-ce que cette nouvelle conjoncture internationale influencera la relation canado-brésilienne? Une chose est sûre, l'élection de Biden représente l'arrivée d'un puissant allié pour l'agenda politique de Justin Trudeau. Toutefois, espérons que de meilleures relations avec les États-Unis ne vont pas altérer l'auto-perception de l'influence du Canada dans le monde. Celle-ci semble particulièrement décalée vis-à-vis le Brésil depuis les deux dernières décennies.

Références

AFFAIRES MONDIALES CANADA, Le Canada accueillera la réunion du Groupe de Lima sur le Venezuela. 20 octobre 2017, en ligne : https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2017/10/le_canada_accueilleralareuniondugroupeделиmasurlevenezuela0.html

AFFAIRES MONDIALES CANADA, La troisième réunion du Dialogue sur le partenariat stratégique Canada-Bésil se tiendra à Ottawa », 22 octobre 2018, en ligne : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2018/10/la-troisieme-reunion-du-dialogue-sur-le-partenariat-strategique-canada-bresil-se-tiendra-a-ottawa.html>

AFFAIRES MONDIALES CANADA, Déclaration conjointe de l'Alliance pour la multilatéralisme. 16 avril 2020, en ligne : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2020/04/declaration-conjointe-de-lalliance-pour-le-multilateralisme.html>

ANZUETO, M-A. De Trudeau à Harper : l'internationalisme réaliste en Amérique latine? *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 20, no 1, 2014, p. 50-60.

ANZUETO, M-A. Canadian Human Rights Policy toward Guatemala. The Two Faces of Janus? *Latin American Perspectives*, vol.44, no 5, 2017, p.74-90.

ANZUETO, M-A. De la responsabilité sociale des entreprises à la conviction responsable : les politiques canadiennes de droits humains en Colombie et au Guatemala (2015-2019). *Études canadiennes*, 89, (à paraître 2020).

BARBOSA, Rosana. *Brazil and Canada. Economic, Political and Migratory Ties, 1820s to 1970s*. Lanham: Lexington Books, 2016.

BARROS LEAL FARIAS, D. Trade, conflict, and opportunity: taking advantage of others' protectionism and isolationism - the case of MERCOSUL. *Canadian Foreign Policy Journal: Trade and Conflict*, vol. 26, no 1, 2020, p. 41-56.

BOURCIER, Nicolas. La présidente brésilienne Dilma Rousseff annule une visite d'État à Washington », 18 septembre 2013, *Le Monde*, en ligne : https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/09/18/dilma-rousseff-annule-une-visite-d-etat-a-washington_3479697_3222.html

BURGESS, Sean. Mistaking Brazil for a Middle Power. *Journal of Iberian and Latin American Research*, vol.19, no 2, 2013, p. 286-302.

CHATIN, Mathilde. Brésil: la politique étrangère de Jair Bolsonaro. *Politique étrangère*, vol. 2, 2019, p.115-127.

CHIRIO, M., C. DOUXAMI, A. FLECHET et S. ROZEAUX. La crise politique au Brésil: temporalités, acteurs et enjeux. Brésil (s). *Sciences humaines et sociales*, 1, 2018 : en ligne : <https://journals.openedition.org/bresils/2699>

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL. *Intensifier les partenariats stratégiques avec le nouveau*

Brésil. Mai 2012. En ligne : <https://sencanada.ca/content/sen/Committee/411/ae/fa/rep/rep05may12-f.pdf>

COULON, Jocelyn. *Un selfie avec Justin Trudeau: Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*. Montréal : Québec Amérique, 2018.

DOSMAN, Edgar J. et Kenneth N. FRANKEL. Brésil et Canada : Quelles sont les solutions. *Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL)*. Mars 2002, en ligne : https://www.focal.ca/pdf/Brazil_Dosman-Frankel_Canada-Brazil%20What%20To%20Be%20Done_March%202002_FPP-02-5_f.pdf

DAUDELIN, J. Foreign Policy at the Fringe: Canada and Latin America. *International Journal*, vol. 58, no 4, 2003, p.637-666.

DAUDELIN, J. Le Brésil comme puissance: portée et paradoxes. *Problèmes d'Amérique latine*, 4, 2010, p. 29-46.

DURAZO HERRMANN, Julián. Tan lejos y tan cerca. Las relaciones México-Canadá en perspectiva histórica. *Foro Internacional*, vol 58, no.2, 2018, p.243-273.

ENGLER, Yves. Canada and Bolsonaro, 28 août 2019, *Counterpunch*, en ligne: <https://www.counterpunch.org/2019/08/28/canada-and-bolsonaro/>

FRANCE DIPLOMATIE. Présentation du Brésil, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 3 avril 2020, en ligne : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/bresil/presentation-du-bresil/>

GENOT, Louis et Gildas LE ROUX, COVID-19 : Bolsonaro contracte le coronavirus, les États-Unis quittent l'OMS, 8 juillet 2020, *La Presse*, en ligne : <https://www.lapresse.ca/international/2020-07-08/covid-19-bolsonaro-contracte-le-coronavirus-les-etats-unis-quittent-l-oms.php>

GOVERNEMENT DU CANADA. Évaluation de la stratégie pour les Amériques, Janvier 2011, en ligne : https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/evaluation/2011/tas_lsa11.aspx?lang=fra

GOVERNEMENT DU CANADA. Évaluation de la Stratégie commerciale mondiale, Janvier 2012, en ligne : https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/evaluation/2012/gcs_scm12.aspx?lang=fra

GOVERNEMENT DU CANADA. *Plan d'action sur les marchés mondiaux : La stratégie commerciale pour créer des emplois et des occasions pour les Canadiens*. 2013.

GOVERNEMENT DU CANADA. Déclaration commune sur un possible accord de libre-échange global entre les États membres du MERCOSUR et le Canada, 9 octobre 2017, en ligne : https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/latin_america-amerique_latine/2017-10-09-mercosur.aspx?lang=fra

GOVERNEMENT DU CANADA. Foire aux questions sur le Mercosur, 19 septembre 2018, en ligne : <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/mercosur/faq.aspx?lang=fra>

GOUVERNEMENT DU CANADA. Le Canada félicite les Brésiliennes et Brésiliens après l'élection présidentielle », 29 octobre 2018, en ligne : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2018/10/le-canada-felicite-les-bresiliennes-et-bresiliens-apres-lelection-presidentielle.html>

GOUVERNEMENT DU CANADA. Le ministre du Commerce international accueille la première ronde de négociations avec les pays membres du Mercosur, à Ottawa, 20 mars 2018, en ligne : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2018/03/le-ministre-du-commerce-international-accueille-la-premiere-ronde-de-negociations-avec-les-pays-membres-du-mercosur-a-ottawa.html>

GOUVERNEMENT DU CANADA. Actifs miniers canadiens, Bulletin d'information, février 2019, Ressources naturelles Canada, en ligne : <https://www.rncan.gc.ca/maps-tools-publications/publications/minerals-mining-publications/actifs-miniers-canadiens/19324>

GOUVERNEMENT DU CANADA. Le Canada et l'Amérique latine et les Caraïbes, 4 février 2020, en ligne : https://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/latin_america-amerique_latine/index.aspx?lang=fra

GOUVERNEMENT DU CANADA. Relations Canada-Brésil, 9 avril 2020, en ligne : <https://www.international.gc.ca/world-monde/country-pays/brazil-bresil/rerelations.aspx?lang=fra>

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. Fiche du terme – Minerai métallique, Thésaurus de l'activité gouvernementale, 2020, en ligne : <http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=8060>

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. Fiche du terme – Fabrication de produits minéraux non métalliques, Thésaurus de l'activité gouvernementale, 2020, en ligne : <http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=15275>

GERVAIS, Lise-Marie. « Incident diplomatique à Brasilia », 11 août 2011, *Le Devoir*, en ligne : <https://www.ledevoir.com/politique/canada/329128/incident-diplomatique-a-brasilia>

HASLAM, P.A et E.R. BARRETO. Worlds apart: Canadian and Brazilian multilateralism in comparative perspective. *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 15, no. 1, 2009, p. 1–20.

HEAD, Ivan et Pierre TRUDEAU. *The Canada Way: Shaping Canada's Foreign Policy, 1968-1984*. Toronto: McClelland & Stewart. 1995.

HEWITT, W. E. The Current Paradox in Brazil-Canada Relations and the Path Forward. Dans MCKENNA, Peter (dir.) *Canada Looks South: In Search of An Americas Policy*. Toronto: University of Toronto Press, 2012, p.314-334.

HEWITT, W. E. et Inês, C. Gomes. “Matando o Desconhecimento”: The Role of Culture in Brazil's Relations with Canada and Beyond. *A Journal of Canadian Literary and Cultural Studies*, vol.6, 2017, p. 9-21.

IAFFAIRS, 2019 Trudeau Report Card C+, *Canadian Foreign Policy Journal*, 14 mars 2019, en ligne: <https://iaffairscanada.com/wp-content/uploads/2019/03/2019-Trudeau-Report-Card-Web.pdf>

KINGSTON, Brian. Hedging Our Bet: A Diversification Strategy for Canadian Trade, *Canadian Global Affairs Institute*, juillet 2018, en ligne: https://www.cgai.ca/hedging_our_bet_a_diversification_strategy_for_canadian_trade

MACDONALD, L. Evaluating Canadian economic diplomacy: Canada's relations with emerging markets in the Americas. *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 22, no 1, 2016, p.26-39.

MARQUIS, Mélanie. Victoire de Bolsonaro : Trudeau n'a « rien à dire », 29 octobre 2018, *La Presse*, en ligne : <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/201810/29/01-5202076-victoire-de-bolsonaro-trudeau-na-rien-a-dire.php>

MCKERCHER Asa et Leah SARSON. Dollars and sense? The Harper government, economic diplomacy, and Canadian foreign policy. *International Journal*. Vol. 71, no.3, 2016, p. 351-370.

ITAMARATY. Déclaration conjointe Brésil-Canada. 2011. Note 294, en ligne : <http://www.itamaraty.gov.br/pt-BR/notas-a-imprensa/2709-declaracao-conjunta-brasil-canada-brasilia-8-de-agosto-de-2011#fran>

ITAMARATY. Elections to the United Nations Security Council (UNSC) and the Presidency of the 75th United Nations General Assembly (UNGA). 19 juin 2020, Note 66, en ligne: <http://www.itamaraty.gov.br/en/press-releases/21571-elections-to-the-united-nations-security-council-unsc-and-the-presidency-of-the-75th-united-nations-general-assembly-unga>

MCGREGOR, Janyce. Canada rejects calls to end trade talks despite Brazil's stand on Amazon, 27 août 2019, *CBC News*, en ligne: <https://www.cbc.ca/news/politics/mercosur-negotiation-canada-tuesday-1.5260998>

MCKENNA, P. Canada and Latin America: 150 years later, *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 24, no 1, 2018, p. 18-38.

PARENT, Stéphane. Ottawa relance ses efforts pour faire chuter le Président Maduro au Venezuela, 21 février 2020, *Radio Canada International*, en ligne : <https://www.rcinet.ca/fr/2020/02/21/ottawa-relance-ses-efforts-pour-faire-chuter-le-president-maduro-au-venezuela/>

PRATT, Cranford. Dominant class theory and Canadian foreign policy: the case of the counter-consensus. *International Journal*, vol. 39, no. 1, 1984, p. 99-135.

PRATT, Cranford. Dir. *Middle power internationalism. The North-South dimension*. Kingston: McGill-Queen's University Press.1990.

RADIO-CANADA. Espionnage : le Brésil demande des explications au Canada , 7 octobre 2013, en ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/635611/canada-espionnage-bresil>

THE ECONOMIST, When C-pop is not enough. Why Canada failed to win a seat on the Security Council, 27 juin 2020, en ligne; https://www.economist.com/the-americas/2020/06/27/why-canada-failed-to-win-a-seat-on-the-security-council?fsrc=scn/fb/te/bl/ed/whencpopisnotenoughwhycanadafailedtowinaseatonthesecuritycounciltheamericas&fbclid=IwAR2Zk1-wm1NR_pZ51N-4AHMWn52pd2ThL2oQr8SsxIj69yzYpCtI4GkBqHU

THÉRIEN, Jean-Philippe, MACE, Gordon, et ROBERGE, Myriam. Le Canada et les Amériques: la difficile construction d'une identité régionale. *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 11, no 3, 2004, p. 17-37.

TRUDEAU, Justin. Le PM Trudeau prononce un discours au Sommet du G20 en Turquie », Premier ministre du Canada, 16 novembre 2015, en ligne : <https://pm.gc.ca/fr/videos/2015/11/16/pm-trudeau-prononce-discours-au-sommet-du-g20-turquie>

Notes

- ¹ Département des sciences sociales, Université du Québec en Outaouais (UQO), Gatineau, Québec, Canada, marc-andre.anzueto@uqo.ca.
- ² Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'internationalisme libéral est une philosophie de la politique extérieure du Canada « fondée sur une participation active au multilatéralisme, aux négociations de désarmement, aux opérations de paix et au renforcement du droit international » (COULON 2018 :55). En lien avec la tradition diplomatique de puissance moyenne du Canada et la mobilisation des acteurs socio-humanitaires liés à l'Église et aux mouvements sociaux des années 1960 et 1970, la notion de humane internationalism, issue des travaux de Cranford Pratt (1984; 1990) a substantiellement influencé les études canadiennes à l'égard des politiques altruistes sur la scène internationale.
- ³ Le MERCOSUR est une zone de libre-échange établie en 1991 comprenant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. L'adhésion du Venezuela au Mercosur a été suspendue en 2016. Le commerce avec les pays du Mercosur et le Canada se chiffrait à 8,9 milliards de dollars en 2018.
- ⁴ Selon l'explorateur du commerce international de Statistiques Canada, le commerce total avec les États-Unis était de 563,9G\$ en 2002. Ainsi, les exportations canadiennes aux États-Unis en 2002 s'élevaient à 345,4G\$ et les importations à 218,5G\$ représentaient 63% de toutes les importations du Canada. En 2019, la dépendance à l'égard de l'économie américaine est en baisse, mais toujours importante alors que 75% des exportations canadiennes sont destinées aux États-Unis et ces derniers représentent 51% des importations pour un commerce total de 752 G\$.
- ⁵ Le Comité sénatorial rappelait également dans son rapport que parmi les visites canadiennes de haut niveau au Brésil, il y a eu l'ancienne Gouverneure générale, Michaëlle Jean (2005-2010) qui a visité le pays en 2007 ainsi que son successeur David Johnston (2010-2017) en 2012.
- ⁶ L'anecdote rapportée par le journal brésilien Folha indiquait notamment que Stephen Harper s'était enfermé dans les toilettes du ministère brésilien des affaires étrangères afin de protester contre le protocole brésilien lors de sa visite.
- ⁷ Toutes les données de cette section proviennent de l'explorateur du commerce international de Statistiques Canada, une carte interactive pour visualiser le commerce canadien, voir : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2019005-fra.htm>
- ⁸ Selon les données fournies par l'explorateur du commerce international de Statistiques Canada, en 2000, les exportations canadiennes au Brésil se chiffraient à 1,1 G\$ et ont doublé pour atteindre 2,3 G\$ en 2019. Du côté des importations en provenance du Brésil, celles-ci étaient de 1,1 G\$ en 2000 et ont atteint 5,4 G\$ en 2019.
- ⁹ Le minerai métallique est le composé métallique qui est retiré de la mine (ex : or, fer, cuivre, zinc, argent, niobium, nickel, plomb et bauxite). Le terme minerai non métallique inclut la roche extraite d'une mine dont la valeur provient de composés non métalliques utiles qu'elle contient (ex : gravier, potasse, sable).
- ¹⁰ La fabrication de produits minéraux non métalliques inclut la fabrication de produits en argile et produits réfractaires tels la poterie et la céramique, de verre et produits en verre, de ciment et produits en béton, de chaux et produits en gypse, d'abrasifs.

- ¹¹ Le Bureau du Québec à Sao Paulo a été inauguré en 2008. En continuité avec la doctrine Gérin-Lajoie depuis les années 1960 mettant de l'avant « le prolongement externe des compétences internes du Québec », la présence québécoise au Brésil vise notamment à développer les relations et les échanges dans les secteurs de l'économie, de la culture et de l'éducation.
- ¹² Après des allégations d'espionnage divulgué par Edward Snowden sur l'Agence américaine de sécurité nationale (NSA), la presse brésilienne a révélé que les Américains ont surveillé des proches de la présidente Rousseff, des millions de Brésiliens et des entreprises, dont la compagnie pétrolière d'État (Petrobras). Ces révélations ont causé un froid entre le Brésil et les États-Unis, poussant la présidente Rousseff à annuler sa visite officielle qui était prévue le 23 octobre 2013 à Washington. À noter que le gouvernement Harper a refusé de commenter les révélations de la chaîne brésilienne Globo au sujet de l'espionnage canadien.
- ¹³ Le pourcentage des actifs miniers canadiens à l'étranger selon le pays était le suivant en 2017 : États-Unis (15%), Mexique (11%), Chili (11%), Argentine (8%), Panama (7%), Brésil (6%), Pérou (6%), Zambie (5%), République dominicaine (4%), Chine (2%) et autres pays (25%).
- ¹⁴ Le Groupe de Lima est composé de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Panama, du Paraguay et du Pérou.
- ¹⁵ À la suite de la visite du gouvernement Harper au Brésil en 2011, le Dialogue sur le partenariat stratégique a été mis sur pied et deux rencontres avaient eu lieu en 2012 et 2013.